



CHAPITRE 196

Loi de la destitution d'officiers municipaux

Défini-
tions:

« juge »;

« municipa-
lité »;

« officier
municipal ».

Destitu-
tion.

Désigna-
tion de
juge.

Résolu-
tion.

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'exige un sens différent:

1° Le mot « juge » désigne un juge de district;

2° Le mot « municipalité » désigne une cité constituée en vertu d'une loi générale ou d'une loi spéciale et dont la population au dernier recensement fédéral excède cinquante mille âmes;

3° Les mots « officier municipal » désignent l'auditeur ou vérificateur d'une municipalité au sens de la présente loi et le directeur de la police d'une telle municipalité, ou la personne qui remplit dans la municipalité des fonctions analogues. S. R. 1941, c. 235, a. 2; 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 1; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 1.

2. La destitution d'un officier municipal ne peut être décrétée par le conseil d'une municipalité que conformément aux dispositions de la présente loi. S. R. 1941, c. 235, a. 3.

3. Le conseil de la municipalité peut, par résolution, demander au juge en chef de district ou au juge en chef adjoint de district résidant dans les limites de la division d'appel à laquelle appartient le district où est située la municipalité de désigner un juge pour enquêter sur les faits et les motifs invoqués, dans la résolution, à l'appui de la demande de destitution de l'officier municipal concerné. S. R. 1941, c. 235, a. 4 (*partie*); 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 2; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 2.

4. La demande du conseil ne peut être prise en considération à moins que la

CHAPTER 196

Municipal Officers Dismissal Act

1. In this act, unless the context requires a different meaning:

(1) The word "judge" means a district judge;

(2) The word "municipality" means a city incorporated under a general or special act, the population of which at the last federal census exceeded fifty thousand souls;

(3) The words "municipal officer" mean the auditor (*vérificateur*) of a municipality within the meaning of this act and the director of police of such a municipality, or the person performing similar duties in the municipality. R. S. 1941, c. 235, s. 2; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 1; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 1.

2. No dismissal of a municipal officer may be ordered by the council of a municipality except in conformity with the provisions of this act. R. S. 1941, c. 235, s. 3.

3. The council of the municipality may, by resolution, apply to the chief district judge or to the associate chief district judge residing within the limits of the appellate division which comprises the district in which the municipality is situated to designate a judge to inquire into the facts and allegations invoked, in the resolution, in support of the application for the dismissal of the municipal officer concerned. R. S. 1941, c. 235, s. 4 (*part*); 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 2; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 2.

4. No application of the council may be considered unless the resolution alleges the

résolution n'allègue des accusations, actions ou faits articulés avec précision et qui seuls feront l'objet de l'enquête. S. R. 1941, c. 235, a. 4 (*partie*).

accusations, actions or facts, in a precise manner, which alone shall form the object of the inquiry. R. S. 1941, c. 235, s. 4 (*part*).

Juge désigné.

5. Le juge en chef de district ou, selon le cas, le juge en chef adjoint de district, sur cette demande, désigne un juge pour faire cette enquête. S. R. 1941, c. 235, a. 5; 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 3; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 3.

5. The chief district judge or the associate chief district judge as the case may be, on such application, shall designate a judge to hold such inquiry. R. S. 1941, c. 235, s. 5; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 3; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 3.

Designation of judge.

Avis.

6. Le juge désigné dans l'ordonnance pour la tenue de l'enquête, après avoir donné avis à la municipalité et à l'officier municipal concerné de la date à laquelle il procédera, fait enquête sur les accusations, actions ou faits allégués dans la résolution.

6. The judge designated in the order for the holding of the inquiry shall, after having given to the municipality and to the municipal officer concerned notice of the date on which he will proceed, inquire into the accusations, actions or facts alleged in the resolution.

Notice.

Rapport.

Le juge continue cette enquête de jour en jour avec toute la diligence convenable et fait rapport au conseil sur ses résultats et sur la preuve faite au cours de l'enquête. S. R. 1941, c. 235, a. 6; 14-15 Geo VI, c. 61, a. 4; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 4.

The judge shall continue such inquiry from day to day with all convenient despatch and shall report to the council upon the results of the inquiry and upon the evidence taken therein. R. S. 1941, c. 235, s. 6; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 4; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 4.

Report.

Pouvoirs du juge.

7. Pour les fins de cette enquête le juge possède les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la Loi des commissions d'enquête (chap. 11) et particulièrement les dispositions du premier alinéa de l'article 6, des articles 9, 10, 11, 12, 13, 16 et 17 de ladite loi s'appliquent, *mutatis mutandis*, dans le cas d'une enquête tenue en vertu de la présente loi.

7. For the purposes of such inquiry, the judge shall have the powers of a commissioner appointed under the Public Inquiry Commission Act (Chap. 11), and particularly the provisions of the first paragraph of section 6, and sections 9, 10, 11, 12, 13, 16 and 17 of the said act shall apply, *mutatis mutandis*, in the case of an inquiry held under this act.

Powers of judge.

Greffier et sténographe.

Le juge peut se nommer un greffier et employer un ou des sténographes pour les fins de cette enquête. S. R. 1941, c. 235, a. 7; 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 5; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 5.

The judge may appoint a clerk and employ one or more stenographers for the purposes of the inquiry. R. S. 1941, c. 235, s. 7; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 5; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 5.

Clerk and stenographer.

Rapport.

8. Le juge transmet son rapport, ainsi que les notes des témoignages et les documents produits à l'enquête, au greffier de la corporation municipale concernée, pour faire partie de ses archives.

8. The judge shall forward his report, as well as the notes of evidence and the documents filed at the inquiry to the clerk of the municipal corporation concerned, to form part of the archives.

Report.

Idem.

Il transmet aussi au ministre des affaires municipales une copie de son rapport et des notes des témoignages. S. R. 1941, c. 235, a. 8; 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 6; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 6.

He shall also forward to the Minister of Municipal Affairs a copy of his report and of the notes of evidence. R. S. 1941, c. 235, s. 8; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 6; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 6.

Idem.

Destitution sur rapport.

9. Sur réception du rapport du juge le conseil de la municipalité peut décréter, sur le vote affirmatif des trois quarts de tous les membres du conseil, la destitution de l'officier municipal mentionné dans la résolution visée par l'article 3 ci-dessus. S. R. 1941, c. 235, a. 9; 14-15 Geo. VI, c. 61, a. 7; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 7.

9. Upon receipt of the judge's report the council of the municipality may, by the favourable vote of three-fourths of all the members of the council, order the dismissal of the municipal officer mentioned in the resolution contemplated by the foregoing section 3. R. S. 1941, c. 235, s. 9; 14-15 Geo. VI, c. 61, s. 7; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 7.

Paiement des dépenses.

10. Toutes les dépenses encourues pour les fins de l'enquête prévue par la présente loi, y compris la copie des documents mentionnés au deuxième alinéa de l'article 8, l'assignation des témoins, leur taxation et les frais de sténographie sont à la charge de la municipalité qui a demandé l'enquête. S. R. 1941, c. 235, a. 10.

10. All expenses incurred for the purposes of the inquiry provided for by this act, including the copy of the documents mentioned in the second paragraph of section 8, the summoning of witnesses, their taxation and the stenographic costs shall be borne by the municipality which applied for the inquiry. R. S. 1941, c. 235, s. 10.

Loi applicable par règlement.

11. Toute municipalité de cité dont la population au dernier recensement fédéral n'excède pas cinquante mille âmes, ou toute municipalité de ville, peut décréter que les dispositions de la présente loi s'appliquent à elle au moyen d'un règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et par le lieutenant-gouverneur en conseil.

11. Any city municipality having a population at the last Federal census not exceeding fifty thousand souls, or any town municipality, may order that the provisions of this act shall apply to it, by means of a by-law approved by the Quebec Municipal Commission and by the Lieutenant-Governor in Council.

Abrogation.

Un tel règlement ne peut être modifié ni abrogé qu'en suivant les mêmes formalités. S. R. 1941, c. 235, a. 11.

No such by-law may be amended or repealed except upon complying with the same formalities. R. S. 1941, c. 235, s. 11.

Jurisdiction.

12. Lorsque, par une loi générale ou spéciale ou une charte régissant une corporation de cité ou de ville, une juridiction concernant l'engagement, la suspension ou la destitution d'un officier ou employé quelconque de cité ou de ville, y compris, entre autres, un directeur des services, un gérant, un directeur ou chef de police, est attribuée à une commission ou à une régie, ou à un juge ou un tribunal autres qu'un juge de district ou une Cour de magistrat, cette juridiction est exercée exclusivement par le juge en chef de district ou le juge en chef adjoint de district, selon la juridiction administrative de chacun d'eux, ou par un juge de district désigné par l'un ou par l'autre, suivant le cas. S. R. 1941, c. 235, a. 12; 2-3 Eliz. II, c. 14, a. 8.

12. Whenever, by a general law or special act or a charter governing a city or town corporation, a jurisdiction respecting the hiring, suspension or dismissal of any officer or employee of a city or town, including, amongst others, a director of services, a manager, a director or chief of police, is assigned to a commission or board, judge or court other than a district judge or a magistrate's court, such jurisdiction shall be exercised exclusively by the chief district judge or the associate chief district judge, according to their respective administrative jurisdictions, or by a district judge designated by the one or the other, as the case may be. R. S. 1941, c. 235, s. 12; 2-3 Eliz. II, c. 14, s. 8.